

# Communisme en mouvement

Numéro 16

décembre 2007

---

A propos de "l'attachement au PCF "

Le Conseil national du 4 décembre devait faire le point de la première phase de débat sur la préparation du Congrès de 2008 et rédiger un projet de mandat soumis à l'AG des 8 et 9 décembre prochains. Comme un leitmotiv, plusieurs membres du CN ainsi que Marie George Buffet sont revenus sur l'idée d'attachement au PCF exprimée par les communistes et le refus de l'auto dissolution. Seuls les raisonnements les plus simplistes peuvent s'inscrire dans ce choix binaire. A quoi sommes nous attachés ? Aux 1.93% de la candidature communiste à l'élection de 2007 ? Au bilan globalement positif ? Au centralisme démocratique ? Aux exclusions ? A l'étatisme ? Au productivisme ? Au siège place du Colonel Fabien ?

Les communistes qui se sont engagés dans la résistance, dans le Front Populaire, dans les luttes anti-coloniales, dans le mouvement social de 1995 etc...l'ont-ils fait par attachement au Parti Communiste Français, ou parce que communistes ils pensaient que ces luttes étaient justes ?

Et si nous creusions l'hypothèse selon laquelle poursuivre l'engagement de milliers de communistes qui ont milité, qui militent ou qui se sont écartés pour de multiples raisons nécessite de dépasser la forme qu'a pris en 1920 l'organisation communiste ?

Combien de militants du PCF aujourd'hui continuent de penser que ce parti peut redevenir un grand parti ?

Le projet de mandat a le mérite d'inscrire à plusieurs reprises qu'aucune hypothèse ne doit être exclue à cette étape du débat . Mais dans le même temps il en privilégie une . *L'enjeu de l'AG c'est de garder toutes les hypothèses possibles et de les mettre en débat à égalité.*

**Ce bulletin est ouvert. Faites parvenir vos textes, mais aussi vos réactions et suggestions à : [communisme.mouvement@free.fr](mailto:communisme.mouvement@free.fr) - Pour le recevoir régulièrement ou-et permettre à des amis de le recevoir, prenez contact sur <http://communisme.mouvement.free.fr>**

---

## Sommaire

1. Texte collectif de membre du Conseil national :

**Nous sommes inquiets** – p. 2

2. Interventions au Conseil national du PCF du 4/12/2007 :

**Des chantiers à ouvrir** – Pierre Zarka – p. 3

**Marginalité politique et risque d'éclatement** – Sylvie Larue – page 5

**Opérer un changement de culture** – Chantal Delmas – p. 6

**Engagement communiste et champ du débat** – Roger Martelli – page 8

**Ouvrir le champ des possibles** – Gilles Alfonsi – page 9

**Il faut débattre jusqu'au bout et expérimenter** – Bernard Calabuig – p. 10

**Pas de souveraineté sans un débat ouvert** – Jean Michel Ruiz – p 11.

---

# Nous sommes inquiets

22 novembre 2007

Des voix se font entendre, depuis quelque temps, pour expliquer que les communistes ne peuvent rester dans l'incertitude et que l'assemblée extraordinaire de décembre prochain doit affirmer d'ores et déjà qu'il s'agit bien de continuer le Parti communiste français avec quelques réajustements. Cela ne représente qu'une seule option, celle impulsée par Nicolas Marchand et Yves Dimicoli. Qu'on le veuille ou non, le résultat de ce choix serait l'immobilisme ; le débat serait ainsi clos avant même qu'il soit réellement engagé. De fait, tous les signes donnés par la direction du parti vont dans ce sens, de la manifestation du 27 octobre au meeting sur le référendum où le parti se retrouve volontairement seul, en passant par des déclarations sur « la matrice originelle » à préserver.

Nous nous inquiétons de cette éventualité ; rappelons qu'elle avait été écartée par la direction du parti en abandonnant l'idée d'un congrès. Il est donc surprenant qu'elle revienne, ce qui modifierait une fois de plus le sens de l'initiative décidée.

Un débat est engagé, dans lequel quelques options s'expriment, différentes dans leurs conclusions. Les communistes en débattent, avec passion et avec sérieux, sans exclusive. Ils le font avec une exigence exceptionnelle de transparence, de pluralisme et de respect mutuel. À ce jour, aucune majorité se dégage et ne peut se dégager. Comment pourrait-on vouloir changer au dernier moment le caractère d'une Assemblée qui n'a pas la représentativité d'un Congrès ? En cherchant à forcer le passage d'une option et en écartant une ou plusieurs options en débat, on bafouerait la démocratie interne et on affecterait gravement l'unité même des communistes.

Pour un long moment, nous avons besoin de réflexions et d'expérimentations, de clarification et d'enrichissement mutuel. Qu'à l'issue de cette période il faille décider, et cela sans demi-mesure, en toute clarté : voilà qui est pour nous une évidence. Mais si le moment de la décision venait trop tôt, en écartant d'emblée telle ou telle option, ce serait condamner par avance toute possibilité de relance. Car ne nous y trompons pas : si l'Assemblée prenait une décision d'exclusive, tout le monde y verrait le signe d'un enfermement du PCF dans un repli identitaire. Ce serait laisser le champ libre au bipartisme et, à gauche, au face-à-face déséquilibré d'une gauche d'adaptation et d'une gauche de protestation. Que deviendrait alors la perspective d'une gauche rassemblée autour d'un projet de transformation sociale, en rupture avec les choix ultralibéraux mais aussi avec les tentations sociales-libérales ?

D'ores et déjà, nous constatons que le débat communiste se resserre autour de trois grandes questions. Que nous est-il arrivé et quelle est l'ampleur des transformations nécessaires pour rompre le cycle du déclin ? Que faisons-nous du communisme, quels changements profonds envisageons-nous pour qu'il puisse vivre ? De quelle force politique avons-nous besoin pour reconstruire l'espérance, et dans quelle

construction politique d'ensemble ?

Sur ces trois points, des options existent d'ores et déjà. D'autres peuvent se formuler. Aucune ne peut être écartée a priori ; aucune ne peut être parée des vertus de quelque majorité que ce soit.

Nous mettons donc en garde contre toute tentation de refermer l'éventail des choix. Nous n'accepterions pas des processus qui, au bout du compte, déposséderaient les communistes de leurs choix. Ce serait hypothéquer lourdement l'avenir, même proche, celui de la présence politique du communisme, celui d'un mouvement populaire acteur, celui d'une gauche retrouvant majoritairement le sens de la transformation sociale.

Le 22 novembre 2007

*Gilles Alfonsi, Mouloud Bouselat, Patrick Braouezec, Bernard Calabuig, Chantal Delmas, Frédérick Genevée, Anne Jollet, Sylvie Larue, Roger Martelli, Christian Martin, Dominique Neels -Martel, David Prout, Jean-Michel Ruiz, Philippe Stierlin, Nadine Stoll, Catherine Tricot, Sylvie Tricot-Devert, Pierre Zarka, Malika Zediri*

---

## Des chantiers à ouvrir

Conseil national du PCF  
4/12/2007

Pierre Zarka, Seine Saint-Denis

Il faut prendre au sérieux le fait qu'à peu près partout les initiatives préparatoires à l'AG de samedi n'ont rassemblé que très peu de camarades ; c'est souvent vrai aussi des initiatives et réunions préparatoires aux élections à venir ; et c'est frappant dans les fédérations où nous avons beaucoup d'adhérents. Beaucoup d'entre eux, je ne peux pas le quantifier, mais ils sont nombreux, ne croient plus en l'avenir de ce PCF. Ne pas le prendre en compte conduirait inévitablement à ne pas pouvoir y répondre.

Nous avons besoin non seulement de débat mais de travail, c'est-à-dire de prendre le temps nécessaire à examiner ce qu'il y a de sérieux dans des idées qui pour l'instant ne sont pas les siennes.

J'ai entendu Marie-George dire qu'il faudra choisir entre un parti fondé sur les tendances et un parti fondé sur la souveraineté des adhérents. Personnellement je ne pense pas que ce sont là les termes du choix. Cela ne correspond pas à la réalité. Cela voudrait dire que ce qui se dit ici ne se dit qu'ici et n'est jamais porté par des adhérents du parti. Les initiatives où il y a malgré tout le plus de participants sont celles où les différentes options (notre langage pour dire les tendances) sont le plus clairement annoncées, et ce, parce que sans accès aux idées existantes, il n'y a pas de souveraineté possible. Là encore je ne peux pas le

quantifier, mais des départs du parti, effectués discrètement, continuent. Je pense que ce qui se dit ici devrait mieux être pris comme des chantiers à ouvrir, y compris les interrogations sur la manière dont les communistes entendent s'organiser. Question pour l'instant occultée dans le point 5 de la proposition de mandat.

On peut ne pas entendre, on peut accoler d'emblée un épithète dépréciatif à une idée, user et abuser du mot dissolution, on peut battre des camarades, mais l'expérience de la Présidentielle a montré que si on pouvait contenir ce que disent certains, on ne peut pas contenir la réalité et que cela conduisait à la plus grave défaite que le parti ait jamais enregistré depuis la guerre. Nous avons au contraire besoin pour travailler sérieusement de mieux aider à ce que les désaccords soient entendus. Parce que nous n'avons pas à inventer tous les termes du débat : des idées existent déjà et c'est à partir de ce qui existe que l'on dépassera la situation actuelle. Par exemple, chacun ici a entendu des membres du parti dire qu'ils « ne croyaient plus au communisme » ce n'est pas rapporté ici et le contraire est même affirmé dans le projet de mandat ; il y a des camarades qui sans rien dire pensent sauver ce qui peut l'être en se rapprochant du PS : le drame ce n'est pas qu'ils le pensent, c'est que nous n'en parlons pas. Et chacun sait ici que ce ne sont pas là mes convictions : j'ai souvent déploré qu'on ne travaille pas sur le communisme. De même pour moi, recourir au mot 'front » est partisan : cela m'évoque trop « marchons côte à côte et frappons ensemble » ; c'est déjà un choix.

Il y a donc quelque chose dans notre manière de faire qui même en clamant le contraire, étouffe le travail à fournir. Si nous voulons nous en sortir, nous devons considérer qu'on ne peut pas commencer par conclure, ou à poser les termes des enjeux de manière à ce qu'ils conduisent à occulter des questions posées.

Bien sûr comme tous ici, je souhaite faire partager mes convictions ; mais je suis en même temps persuadé que l'issue est dans le fait que je les confronte, que je prenne le risque d'en changer en totalité ou en partie. Il fut un temps un peu lointain où un mot d'ordre de la direction disait que lorsqu'il y avait un désaccord, il fallait prendre le temps de s'interroger sur le pourquoi de ce désaccord.

Où le mandat que recevra la direction le permettra, ou la manière de préparer le congrès reposera aussi sur les avis les plus discernables et lisibles pour que chaque adhérents puisse décider réellement en toute connaissance de cause ou les jeux sont faits pour le Parti.

# Marginalité politique et risque d'éclatement

Conseil national du PCF

4/12/2007

Sylvie Larue, Ille et Vilaine

Je commencerai par une remarque sur la question de la souveraineté des communistes. Tout le monde est pour, mais il faut s'entendre sur la manière dont la direction propose qu'elle s'exerce. Quand on soumet au vote, des questions qui de fait excluent certaines options, on ne permet pas la souveraineté des communistes. J'ai en tête la formulation de vote à propos du choix de la candidature de rassemblement. J'ai eu le sentiment d'avoir été flouée à l'issue de cette consultation, quand on s'en est servi pour tenter d'imposer la candidature de Marie George Buffet alors qu'à aucun moment on a posé la question de savoir si les communistes accepteraient une autre candidature dans le cas où celle qu'ils proposaient ne faisait pas consensus.

1,93% à l'élection présidentielle de 2007 alors que nous pensions avoir touché le fond en 2002 avec les 3,37%, nous avons besoin de mieux comprendre pourquoi nous en sommes arrivés là. On peut être en désaccord avec la stratégie de rassemblement des forces anti-libérales ou avec le maintien de la candidature de Marie George, ou encore avec la gestion de notre participation au gouvernement de la gauche plurielle. On peut avoir des reproches à faire à nos dirigeants, mais on ne peut pas expliquer le déclin du Pcf par des éléments conjoncturels. Il y a quelque chose de plus profond qui nécessite de faire autre chose qu'un simple ravalement de façade. Nous avons fait des efforts pour analyser l'échec des pays de l'est mais nous payons le retard pris à le faire. Et nous avons toujours l'image d'un parti enfermé dans une conception étatiste et productiviste du changement de société. Pouvons nous en sortir en interne au moment où la contestation du système capitaliste a largement débordé nos rangs? Je partage l'idée d'un processus fondateur évoqué dans la contribution de Jean Paul Salon. Je pense que nous avons deux chantiers à explorer, celui de la construction d'une nouvelle force communiste en associant toutes celles et tous ceux qui attendent encore quelque chose du PCF ou qui se disent communistes et celui de la reconstruction d'une gauche de transformation sociale à travailler avec toutes les forces individuelles et collectives qui contestent le capitalisme.

Batir ensemble un projet politique capable de disputer la cohérence Sarkozienne et la force politique capable d'en être le creuset et l'outil pour le porter. Une nouvelle force politique à gauche au sein de laquelle existerait une force communiste nouvelle et qui aurait prioritairement comme fonctions:

- de permettre au plus grand nombre de se réapproprier la politique
- de dépasser les divisions pour que cheminots, enseignants, ouvriers, chercheurs, artisans, agriculteurs, infirmières, avocats, étudiants... bref où chacun quelque soit sa position dans la société

se sente partie prenante d'un mouvement vers une société de mise en commun des richesses, des savoirs, et des pouvoirs

- de produire des éléments d'une nouvelle culture politique et de sortir de la culture de la délégation de pouvoir
- de considérer les élections comme un élément de l'action politique mais pas comme l'élément central

Les risques de marginalité politique et en même temps d'éclatement du parti sont grands. L'insistance de certains camarades à vouloir inscrire dès maintenant le principe de poursuivre le PCF en le renouvelant conduit à écarter l'idée portée par d'autres de la nécessité de créer une nouvelle force politique. Soit nous nous inscrivons dans un processus de préparation du Congrès de 2008 qui permet une véritable construction commune à partir des cohérences d'idée existantes (qui dépassent les anciens clivages) soit nous écartons à priori certaines positions et l'éclatement est un risque.

J'observe que les débats qui permettent l'expression des différentes sensibilités mobilisent les communistes. D'ailleurs je ferai une remarque sur l'optimisme du texte proposé par le mandat. 40 en assemblée départementale en Ille et Vilaine pour une fédération de 600 adhérents, c'est peu. Quant aux camarades qui se sont investis dans la création et l'animation des collectifs anti-libéraux, certains ont claqué la porte, d'autres sont partis sur la pointe des pieds et au total peu sont mobilisés dans la préparation de l'AG. Si nous ne laissons pas toutes les questions ouvertes, notamment celles concernant la manière dont les communistes entendent s'organiser nous continuons d'écarter les camarades.

A l'issue de cette première phase de débat, soit nous donnons le signe que nous le fermons sur une option, soit nous donnons le signe que chaque cohérence peut être débattue à égalité.

---

# Opérer un changement de culture

Conseil national du PCF  
4/12/2007

Chantal Delmas, Val d'Oise

Le souci que je souhaite exprimer aujourd'hui, consiste en la nécessité de rompre avec des modes de prise de décisions qui nous conduisent à des impasses.

## **Je prendrais 2 exemples pour illustrer mon propos :**

1- Le dernier congrès et l'assemblée extraordinaire qui ont décidé de la candidature unitaire antilibérale et de Marie George Buffet comme candidate « potentielle ». Cette décision qui semblait satisfaire tout le monde a en fait créé de la division, chacun voyant midi à sa porte. Je ne développerai pas plus sur ce point, chacun connaît le résultat de division dans le Parti.

2- En 1997 la participation gouvernementale : il nous a été demandé de voter pour donner notre accord ou non. Ce qui fut fait, mais ensuite nous n'avons eu aucun débat pour approfondir sur la gestion de cette participation gouvernementale.

Nous avons d'ailleurs encore aujourd'hui à fournir ce travail d'analyse approfondi.

**C'est à mon avis, pour éviter ce piège, de recherche d'unanimité plutôt que de réel rassemblement que nous ne pouvons aujourd'hui procéder de la même manière. Nous devons même avant de prendre une décision sur notre avenir opérer un changement de culture.**

Seul celui-ci peut nous permettre de sortir de ce cycle infernal.

Nous ne pouvons pour le prochain congrès travailler sur une thèse unique qui serait un compromis mal taillé des options en présence , ou sur une simplification de 2 thèses (maintien du PCF ou dissolution dans une autre force).

Il faut donner à l'ensemble des communistes toutes les analyses et hypothèses de projet et de constructions politiques s'appuyant sur des textes et des expérimentations. C'est à mon avis le seul moyen pour développer le sens critique de nous tous communistes et d'arriver à une plus grande maturité dans notre jugement.

- Lorsque nous disons que les communistes ont besoin de formation, que nous devons réaffirmer notre rôle dans le cadre de l'éducation populaire, ne doit-on pas déjà commencer par cela ?

- Notre faiblesse lorsque nous nous sentons « noyés, dissouts » dès que nous travaillons avec d'autres, ne provient-elle pas de « ce talon d'Achille », qui consiste à « éviter les questions qui fâchent » et par cela à appauvrir le débat, puisque les lignes de confrontations ne sont pas clairement identifiées ?

Pour cette raison, je pense qu'il faudrait affirmer plus clairement dans le mandat de l'assemblée extraordinaire, cette volonté de mise à disposition de toutes les analyses et options existantes dans le PCF, sans exclure les nouvelles analyses qui ne manqueront pas d'être produites au cours du processus.

Doivent aussi faire partie du débat et donc des éléments d'analyse : les expériences concrètes de luttes, de rassemblements, de contacts pris pour créer avec d'autres, une force, un mouvement, un front, un nouveau parti .

En résumé, soyons plus dialectiques et arrêtons de pratiquer la politique du balancier comme nous avons su si bien le faire ces dernières années et que je résumerai comme suit : " lorsque quelque chose ne marche pas, il faut faire le contraire et ne pas analyser les contradictions en profondeur. "

# Engagement communiste et champ du débat

Conseil national du PCF  
4/12/2007

Roger Martelli

Voilà des années que j'entends des dirigeants dire qu'ils parlent au nom « des communistes ». Je trouve hasardeuse cette affirmation bien générale. On peut à la rigueur parler de majorité des communistes, mais encore faut-il un cadre statutaire pour établir le comptage permettant de valider cette majorité. Nous n'en sommes pas là aujourd'hui : je souhaite à ce propos que soit publié un état par fédération de la participation des militants aux assemblées préparatoires à notre réunion nationale du week-end prochain.

Pour ce qui me concerne, j'ai participé à un certain nombre de débats internes contradictoires, autour des grandes options actuellement formulées. J'ai été frappé par l'importance de la participation à ces initiatives pluralistes et par la grande tolérance des communistes que j'y ai rencontrés, par leur envie de comprendre, d'écouter, de discuter sans se hâter de trancher. J'ai perçu la plupart du temps un attachement fort à l'engagement communiste et le souhait de ne pas fermer le champ du débat.

Respecter l'esprit des communistes et permettre de maintenir l'unité des communistes, c'est aujourd'hui respecter à part égale ce double attachement. Mettre à l'écart une option, quelle qu'elle soit, c'est tourner le dos à cette possibilité d'unité.

---

# Ouvrir le champ des possibles

Conseil national du PCF

4/12/2007

Gilles Alfonsi, Seine Saint-Denis

Intervention non prononcée

Les communistes ont engagé de front le débat sur l'avenir du projet et du parti communistes, sur l'avenir de la gauche et la nécessaire convergence entre tous ceux qui se revendiquent d'une visée de transformation sociale et du parti-pris de l'émancipation.

Il serait illégitime, après avoir souligné le choix de ne fermer aucune piste ni d'exclure aucune possibilité, de cadenasser le champ des possibles en faisant du maintien du Parti communiste dans sa forme actuelle un préalable au débat du congrès de 2008. Il serait absurde de décréter notre foi dans le communisme, comme s'il s'agissait d'un engagement religieux, alors que nous cherchons à en concevoir les conditions de modernité, d'utilité et d'efficacité. Les communistes sont libres de décider de l'avenir de leur parti, de sa transformation, ou de sa métamorphose, comme l'écrit Georges Séguy.

Exclure du débat telle ou telle option serait en fait exclure de la préparation du prochain congrès une partie des adhérents du PCF.

Au passage, quel est ce communisme qui prétend transformer, pour conserver ? Quel est ce marxisme inconséquent qui prétend aller au bout de l'effort de novation sans envisager un dépassement du PCF pour la création d'une nouvelle force ?

Il est entièrement contre-productif de diaboliser les sensibilités, qui représentent des cohérences de pensée, alors que nous avons besoin que les options possibles soient formulées et débattues.

Il est complètement contreproductif d'opposer l'expression des différentes options à la souveraineté des communistes, alors que cette souveraineté suppose la clarté, la transparence et des décisions éclairées par le débat démocratique. Il n'y a aucune opposition, au contraire, entre souveraineté et expression de la diversité, sauf à vouloir interdire le débat. Quand 80 % des adhérents n'ont pas participé aux réunions préparatoires à l'Assemblée générale, qui peut parler de majorité qui se déterminerait dans tel ou tel sens ?

Ni le Conseil national, ni l'Assemblée générale n'ont à trancher les débats de fond à peine engagés, et toute manœuvre pour qu'il n'ait pas lieu renforcera la défiance et la crise. De plus, cela ne masquerait pas la carence de réflexion et de proposition stratégique.

Ce sont les pratiques d'appareil - avec un pouvoir concentré dans quelques mains et un poids démesuré du sommet de la pyramide, en contradiction totale avec notre conception théorique -, la certitude

d'avoir (toujours) raison et le refus d'analyse critique, comme sur le choix de la présidentielle, et l'incapacité à animer un travail transparent, qui nous minent depuis des années, qui démotivent et qui démobilisent ; ce sont elles qui nous affaiblissent encore aujourd'hui, avec de nombreux départs qui sont tus dans nos réunions, et non l'existence de désaccords stratégiques. C'est cela qui ruine la crédibilité de notre direction. C'est pour cela qu'il est idiot d'imaginer qu'un exécutif national homogène et un conseil national obéissant seraient une quelconque solution aux problèmes politiques qui sont les nôtres. C'est renforcer les maux qui sont les nôtres au lieu de changer les pratiques de pouvoir.

En quelques mois, la question de la rupture avec la matrice constitutive du parti communiste du 20<sup>ème</sup> siècle est devenue une des questions centrales.

Veut-on créer les conditions de l'invention collective, prenant en considération la diversité de ce que nous sommes, prenant en considération qu'il y a plus de communistes à l'extérieur du parti communiste qu'en son sein et que l'immense majorité des ex- n'y reviendront jamais, prenant en considération que nous faisons pas parti de l'univers mental de la grande majorité des jeunes que nous rencontrons ?

Pour le moment, nous en restons souvent à vouloir rallier les citoyens à notre organisation, à un processus gouverné par nous. Nous sommes auto-centrés, et nous refusons de marcher sur deux jambes : la jambe de la souveraineté des communistes, qui décideront du sort de leur organisation ; et la jambe de la souveraineté d'un espace politique à construire, l'espace d'une vraie gauche, d'une gauche transformation sociale où nous travaillerons à égalité avec d'autres.

Or l'interaction entre ces deux dimensions est indispensable : le communisme du 21<sup>ème</sup> siècle ne peut se construire qu'en se nourrissant du métissage avec d'autres cultures politiques (c'est quand même autre chose que de prétendre encore une fois faire un immense effort de formation, pour enseigner la bonne parole) ; l'identité d'une gauche de transformation sociale ne peut être forgée sans l'apport décisif des communistes, notamment de sa visée émancipatrice globale.

Attention, enfin, à ne pas rajouter à nos contradictions, par exemple en décrétant l'ouverture d'un chantier totalement ouvert sur la construction d'une gauche de gauche, tandis que le champ du communisme demeurerait notre propriété. Les deux espaces ont besoin de se construire entièrement, de s'ouvrir et de se nourrir à la fois.

Si nous ne le faisons pas, nous nous préparerions à réitérer le même type de novations que celles que nous avons déjà opérées à plusieurs reprises, avec le succès que l'on sait.

# Il faut débattre jusqu'au bout et expérimenter

Conseil national du PCF  
4/12/2007

Bernard Calabuig, Val d'Oise

L'assemblée extraordinaire des 8 et 9 décembre a pour objet d'être un point d'étape visant à cerner les questions et les options aujourd'hui en débat. C'est bien de cela qu'il s'agit, et de rien d'autre.

Nous sommes face à des enjeux et, donc au final, face à des choix d'une extrême importance pour l'avenir qui ne peuvent être pris dans la précipitation.

J'entends des camarades qui nous pressent d'affirmer la continuité du Parti communiste avec quelques aménagements « Non à la dissolution » disent-ils ! Dite de cette manière, l'analyse est un peu courte.

Pour l'instant, ce sont les électeurs qui, élections après élections, marginalisent le Parti communiste. Nous aurions tort de tourner la page du choc électoral de mai 2007, qui intervient après celui de 2002, qui s'inscrit dans un déclin qui semble inexorable depuis une trentaine d'années. Avec 350 circonscriptions en dessous de 5%, les élections législatives n'infirmement pas ce constat.

Notre congrès, celui de 2008, doit être à la mesure de la gravité de la situation. C'est de l'avenir du communisme, du devenir du Parti communiste qu'il s'agit.

Allons-nous contribuer à un ressaisissement à gauche, ou allons-nous laisser le champ libre pour la recomposition à droite ? Alors qu'à gauche seul subsisterait le choix entre l'adaptation au libéralisme, portée par un Parti socialiste recentré sur le modèle d'un parti démocrate, ou la contestation certes radicale de la LCR, mais stérile car condamnée à rester minoritaire.

Dans une telle situation nous devons prendre le temps de l'analyse, du débat, de l'expérimentation. Chacun sait que pour l'instant mes réflexions me conduisent à réfléchir à l'émergence d'une nouvelle force politique à gauche dans laquelle le communisme doit avoir toute sa place en tant que tel, parce que je ne crois pas, pour ce qui me concerne, qu'une rénovation menée en interne suffira à enrayer la spirale du déclin. Cela aurait été une bonne ligne dans les années 80. Certains ont tenté de proposer cette orientation - on les a appelés les rénovateurs dans les années 80, les refondateurs ensuite dans les années 90.

Mais je sais aussi que tout cela se discute. Je ne suis pas pour autant un partisan du saut dans le vide. Toute nouvelle construction nécessite du temps, de l'expérimentation, de l'analyse pour percevoir les possibilités, la faisabilité et ne peut s'envisager qu'en terme de processus.

Bien sûr, nous devons discuter du projet, la gauche est en panne de projet et le Parti communiste aussi. Cette absence de projet de transformation progressiste de la société a contribué à gauche, à la prépondérance de l'idée qu'il faut s'adapter au capitalisme car pour, l'heure, il ne serait pas dépassable.

Prenons-nous au bon niveau, sur toute la mesure du chantier qui est devant nous, des espaces à défricher, de l'épaisseur des questions à travailler ?

Pouvons-nous penser un seul instant que nous apporterons seuls les réponses satisfaisantes aux enjeux qui souvent sont d'ampleur planétaire ?

Si de ce travail doit émerger un projet d'émancipation humaine, il ne peut être conduit qu'avec toutes les sensibilités et les forces qui s'engagent dans la transformation de la société.

Ce débat est indissociable de la question du cadre dans lequel il doit s'effectuer ? Et de celui de la force politique ou des forces politiques susceptibles de faire vivre dans les luttes et dans les urnes un tel projet. La stratégie des fronts qui semble nous être suggérée préconise des rassemblements à géométrie variable, en éludant la question de la construction politique.

Seul un débat poussé jusqu'au bout, nourri par l'expérimentation, le point de vue de la pratique comme le disait Marx, sera de nature à créer de l'unité de l' « en commun ». Toute précipitation serait de nature à diviser les communistes.

Le moment des choix viendra, le congrès ordinaire de décembre 2008 devra au terme des débats se prononcer en toute clarté, mais pour l'instant nous n'en sommes pas là.

---

## Pas de souveraineté sans un débat ouvert

Conseil national du PCF  
4/12/2007

Jean-Michel Ruiz, Val d'Oise

Je commencerai mon intervention par un rapide tour d'horizon sur la préparation du congrès de 2008 dans le Val d'Oise.

La volonté affichée est de donner un maximum d'éléments aux communistes du département sur les points essentiels déterminés par le Conseil national.

Outre le fait de mettre sur le site départemental du PCF l'ensemble des contributions individuelles ou collectives des camarades du Val d'Oise, nous avons organisé le 7 novembre une soirée d'information à Argenteuil qui a réuni plus de 150 personnes, communistes avec ou sans cartes mais aussi d'autres militants de gauche. De nombreux dirigeants nationaux du PCF ont participé à cette initiative, que l'Huma du 10 novembre a relatée, et ont pu exposer leur vision sur les différents points. Les échos recueillis dans les AG de section sur cette initiative

sont très positifs et prouvent, s'il en était besoin, que ce type de confrontation est à privilégier à tous les niveaux du Parti pour éviter que le débat qui s'engage, fondamental pour l'avenir du communisme, du PCF et même de la gauche, ne reste pas une affaire de « spécialistes ». Certains agitent l'épouvantail des tendances pour rejeter cette façon de procéder, ils pensent que cela impose aux communistes de se ranger derrière tel ou tel dirigeant. La réalité est toute autre et, si des cohérences existent de fait entre plusieurs communistes sur divers sujets, les adhérents vivent ces échanges comme un moyen d'enrichir leur propre réflexion et les poussent à exprimer leur avis dans le débat, ce qui est, me semble-t-il, l'objectif recherché dans la préparation d'un congrès. En ce qui concerne, les « leaders » derrière lesquels on se rangerait, les cohérences que je citais traversent le Parti, existent qu'elles soient défendues ou non sur les tribunes de ces rencontres, et les militants qui les affirment le font après avoir poussé leur propre réflexion. Il est d'ailleurs évident, quand on assiste aux AG de section, que les options apparaissent venant de camarades ne se sentant pas des porte-parole de tel ou tel dirigeant.

Dans les AG de section, cette exigence de prolonger le débat jusqu'au congrès de 2008 et de ne rien écarter comme option lors de l'Assemblée extraordinaire est montée fortement. Cela s'est traduit par des votes de motions, de vœux ou de déclarations, à l'unanimité ou à de très fortes majorités, dans diverses AG comme à Argenteuil, dans le Parisis, à Bezons ou dans la Vallée de l'Oise.

Il est à noter que ces prises de position ont été votées tant par ceux qui prônent la création d'une nouvelle organisation que par ceux qui souhaitent le maintien d'un PCF rénové.

Preuve en est, lors de la réunion départementale organisée le 1<sup>er</sup> décembre pour faire le point sur le débat, en présence des délégués de section à l'Assemblée extraordinaire et des membres du Conseil départemental, une motion allant dans le sens de la prolongation du débat, sans à priori ou exclusive, a été votée à l'unanimité moins deux abstentions. Je cite un court passage de cette motion, transmise à la commission nationale d'animation du débat : *« Seul un débat poussé jusqu'au bout, nourri par l'expérimentation, sera de nature à créer de l'unité dans le Parti. Le CD et les délégués insistent sur le fait que les communistes doivent être maîtres de leurs choix et seul le congrès, précédé de ce large débat, est habilité à décider des orientations politiques »*.

Il est clair qu'à ce jour, sur des questions aussi essentielles que notre déclin et nos échecs, sur lesquels de nombreuses assemblées ont relevé la faiblesse d'analyse de la direction nationale, l'avenir du communisme ou la force politique nécessaire, le débat est ouvert. Le prolonger, en confrontant les options déjà soulevées ou qui le seront avant le congrès, est une nécessité vitale.

De plus, il serait à mon sens peu cohérent de vouloir traiter les différents points dans un ordre chronologique (projet puis le rassemblement puis l'organisation), qui s'il semble logique, ne correspond pas aux besoins. En effet, la réflexion sur le rassemblement, voire le projet, ne peut pas être la même selon le type d'organisation que l'on envisage. Il est donc judicieux de travailler tous les points simultanément afin de donner une cohérence à notre débat.

Pour résumer, je m'associe au souhait de très nombreux communistes de voir le débat aller au bout, sans aucune « orientation officielle » imposée par l'Assemblée extraordinaire dont ce n'est pas le rôle, pour arriver au congrès de 2008 à des positions claires, choisies en toute connaissance par les adhérents.